

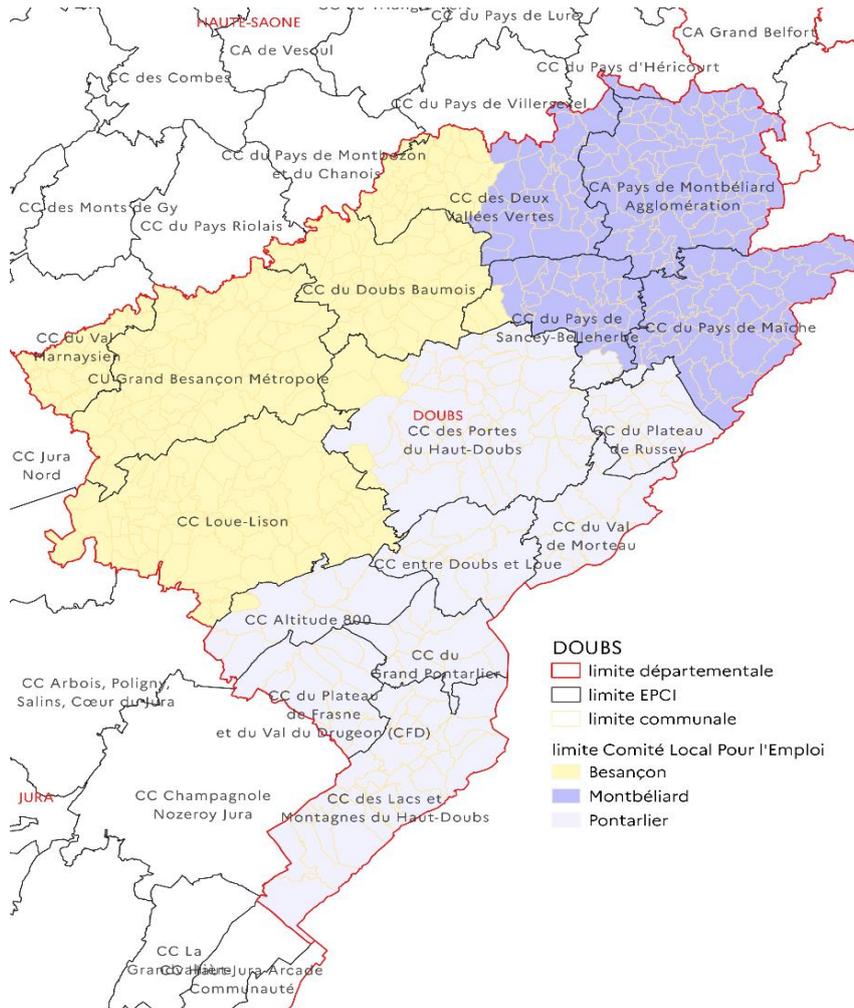
Indicateurs Statistiques Territoriaux

Comités Locaux Pour l'Emploi (CLPE) du Doubs

1er trimestre 2025

La loi pour le plein emploi a instauré une nouvelle gouvernance du réseau pour l'emploi, aux niveaux national, régional, départemental et local. Cette gouvernance rénovée a pour vocation d'assurer la coordination, coopération et co-construction entre les acteurs de l'emploi et de l'insertion. Les comités locaux pour l'emploi (CLPE) définissent les **stratégies locales de l'emploi et les traduisent de manière opérationnelle**. Ils organisent des **partenariats** au regard des **projets territoriaux**, en lien avec l'ensemble des collectivités territoriales et notamment les communes et intercommunalités. Le préfet de département arrête les limites géographiques des comités locaux institués au sein du département en fonction des caractéristiques de chaque territoire, en concertation avec le président du conseil régional et le président du conseil départemental.

Dans le Doubs, la composition des CLPE est la suivante :



Directeur de la publication : Simon-Pierre Eury

Conception et réalisation : Service Études Statistiques Évaluation (SESE)

Direction Régionale de l'Économie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DREETS) de Bourgogne-Franche-Comté
5 place Jean Cornet - 25041 Besançon Cedex

www.bourgogne-franche-comte.dreets.gouv.fr

Pour toute demande d'information : dreets-bfc.statistiques@dreets.gouv.fr

Indicateurs statistiques territoriaux Comité Local Pour l'Emploi (CLPE)

Besançon

Inscrits à France Travail				
Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dreets				
Besançon				
	T1 2025	Part	Evol. par rapport au T4 2024 T1 2024	
Inscrits tenus de rechercher un emploi :				
Catégorie A (données cvs-cjo)	10 970	100 %	+11,7	+19,5
<25 ans	2 120	19 %	+40,4	+49,3
25-49 ans	6 310	58 %	+7,7	+14,9
50 ans et +	2 540	23 %	+4,1	+11,9
Hommes	5 930	54 %	+11,0	+20,3
Femmes	5 040	46 %	+12,5	+18,6
Catégories ABC (données cvs-cjo)	18 910	100 %	+5,3	+8,2
<25 ans	3 020	16 %	+22,8	+25,3
25-49 ans	11 310	60 %	+3,0	+5,5
50 ans et +	4 570	24 %	+1,3	+5,1
Hommes	9 650	51 %	+5,5	+8,7
Femmes	9 260	49 %	+5,2	+7,7
Inscrits depuis 1 an ou plus (DELD)	7 860	42 %	+1,3	+3,4
Inscrits non tenus de rechercher un emploi :				
Catégorie D (données cvs-cjo)	1 420		+5,2	+4,4
Catégorie E (données cvs-cjo)	930		-3,1	+3,3
Catégorie F (données brutes)	100		/	/
Catégorie G (données brutes)	2 790		/	/

En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux.

Avertissement :

A partir de janvier 2025, certaines personnes sont désormais systématiquement inscrites sur les listes de France Travail, en application de la loi pour le plein emploi du 18 décembre 2023, à savoir : les bénéficiaires du RSA et les jeunes à la recherche d'emploi suivis par les Missions Locales.

Une partie d'entre eux n'était pas inscrite à France Travail avant le 1er janvier 2025, ce qui a entraîné une hausse importante de nouveaux inscrits et donne l'impression que la situation du marché du travail se dégrade alors qu'elle a peu évolué dans certains territoires.

Avant le 1er janvier 2025, il n'y avait que cinq catégories d'inscrits : les personnes inscrites en catégories A, B ou C classées selon leur niveau d'activité, toutes tenues de rechercher un emploi. Les deux autres catégories (D et E) sont par exemple pour les personnes déjà en emploi, en formation ou en contrat aidé, non tenues d'effectuer des recherches actives.

Avec la réforme, deux nouvelles catégories sont créées, à savoir : la catégorie F pour les personnes en besoin d'un accompagnement social, et la catégorie G pour tous les bénéficiaires du RSA inscrits à France Travail en attente d'un accompagnement.

France Travail et les départements se donnent entre 2 à 3 ans pour recevoir et

orienter en parcours d'accompagnement tous les bénéficiaires du RSA qui n'étaient pas déjà inscrits sur les listes au 1er janvier 2025.

Catégories A, B, C, D, E, F et G : quelle différence ?

Cat. A : personne sans emploi, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Cat. B : personne ayant exercé une activité réduite de 78 heures maximum par mois, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Cat. C : personne ayant exercé une activité réduite de plus de 78 heures par mois, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Cat. D : personne sans emploi, qui n'est pas immédiatement disponible, et qui n'est pas tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi (demandeurs d'emploi en formation, en maladie, etc...).

Cat. E : personne en emploi, non tenue de faire des actes positifs de recherche d'emploi (créateurs d'entreprise, bénéficiaires de contrats aidés...).

Cat. F : personne en accompagnement social.

Cat. G : regroupe l'ensemble des bénéficiaires du RSA, en attente d'orientation, qui n'étaient pas inscrits avant le 1er janvier 2025.

Au 1er trimestre 2025

10 970 demandeurs d'emplois inscrits à France Travail sont sans emploi (catégorie A). Ce nombre augmente de 11,7 % sur un trimestre.

En incluant les demandeurs d'emploi en activité réduite, le nombre d'inscrits en catégories A, B, C affiche une hausse de 5,3 % par rapport au trimestre précédent.

Les inscrits de moins de 25 ans représentent 16 % des personnes en recherche active d'un emploi. Leur nombre croît de 22,8 % par rapport au trimestre précédent.

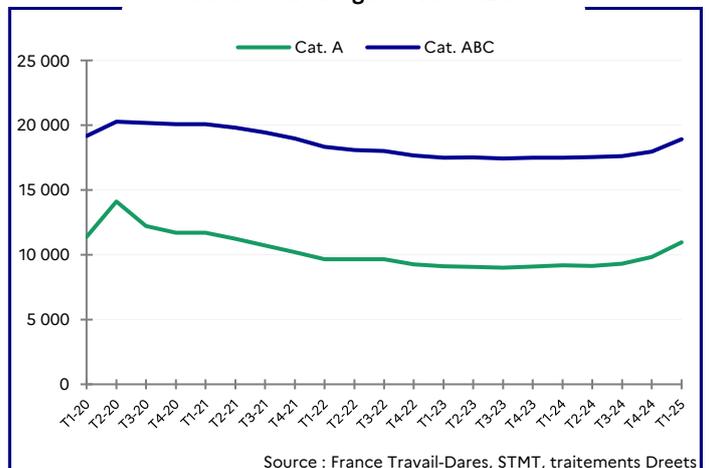
Les personnes de 25 à 49 ans constituent la majorité des demandeurs d'emploi, soit environ 60 % du total. Leur nombre croît de 3,0 % par rapport au trimestre précédent.

Les seniors (50 ans ou plus) représentent 24 % des demandeurs d'emploi. Leur nombre croît de 1,3 % par rapport au trimestre précédent.

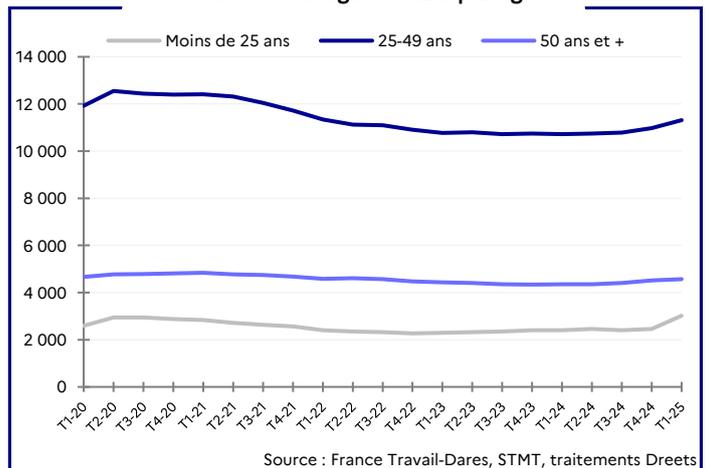
Les DELD forment 42 % de la demande d'emploi totale. Ce nombre croît de 1,3 % par rapport au trimestre précédent.

Au sein des deux catégories nouvellement créées, 100 personnes sont inscrites en parcours social (catégorie F) et 2 790 personnes sont en attente d'une orientation par le service public de l'emploi (catégorie G).

Inscrits en catégories A et ABC



Inscrits en catégories ABC par âge



Indicateurs statistiques territoriaux Comité Local Pour l'Emploi (CLPE)

Besançon

Entrées dans les dispositifs

(données provisoires)

Sources : PEC : Dares, PACEA : I-Milo,

Apprentissage : Dares (SIA)

	Besançon		
	T1 2025	Cumul 2025	Evol. (en %) cumul 25/cumul 24
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :			
PEC	28	28	-41,7
Mesures d'accompagnement :			
PACEA	229	229	+12,3
CEJ	273	273	-5,5
Alternance (secteur privé) :			
Entrées en apprentissage (au 4T2024)	569	3 576	+1,8

QUELQUES DÉFINITIONS

PEC : le Parcours Emploi Compétences est un dispositif destiné aux personnes éloignées du marché du travail. Il combine emploi, formation et accompagnement pour favoriser l'insertion professionnelle durable. Les employeurs bénéficient d'aides financières pour embaucher des personnes dans ce cadre.

PACEA : le Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie est un dispositif mis en place pour aider les jeunes de 16 à 25 ans en difficulté à s'insérer professionnellement et à gagner en autonomie

CEJ : le Contrat d'Engagement Jeune est un dispositif pour aider les jeunes de 16 à 25 ans qui ne sont ni étudiants, ni en formation, et qui rencontrent des difficultés d'accès à l'emploi durable.

Recours à l'intérim

Source : Dares, traitements Dreets - données brutes en moyenne trimestrielle

Volume de travail temporaire selon le regroupement en 5 grands secteurs

	T4 2024	T4 2023	T4 2022
	Besançon	2 860	3 150
Equivalent emplois à temps plein			
dont			
Agriculture	10	10	20
Industrie	1 270	1 460	1 650
Construction	400	400	430
Commerce	370	360	360
Services	810	920	1 050

Volume de travail temporaire (en ETP) par secteur d'activité en A38

Construction	400
Métallurgie et fab. de produits métalliques	380
Commerce, réparation automobile	370
Transports et entreposage	330
Act. de serv. adm. et de soutien	250

Guide de lecture :

Au 4e trimestre, en moyenne :

Mesuré en équivalent temps plein, le volume de travail temporaire représente près de 2 860 emplois. La majorité des effectifs se trouve dans le secteur de l'industrie avec 1 270 emplois (ETP), représentant environ 44 % du total. Ce nombre diminue de 13 % en un an. Le secteur des services suit avec 810 emplois (ETP), soit environ 28 % du total. Le recours à l'intérim dans ce secteur baisse de 12 % sur un an. Selon la nomenclature A38, les deux principales activités regroupant le plus important volume de travail temporaire sont : construction (environ 400 ETP), métallurgie et fabrication de produits métalliques à l'exception des machines et des équipements (environ 380 ETP).

Recours à l'activité partielle (de droit commun et de longue durée)

Source: DGEFP, données provisoires au 14/03/2025

	T4 2024	T4 2023
	Besançon	25 854
Demandes indemnisées		
Etablissements indemnisés, moyenne trimestrielle	11	10
Salariés indemnisés, moyenne trimestrielle	291	277
Heures indemnisées	25 854	24 604
Taux de consommation	13,6	12,2

Avertissement : un trimestre de recul est nécessaire pour disposer de données de consommation suffisamment consolidées. En raison d'une mise à jour en continu des informations, les données mensuelles sont encore modifiées à la marge après cette date.

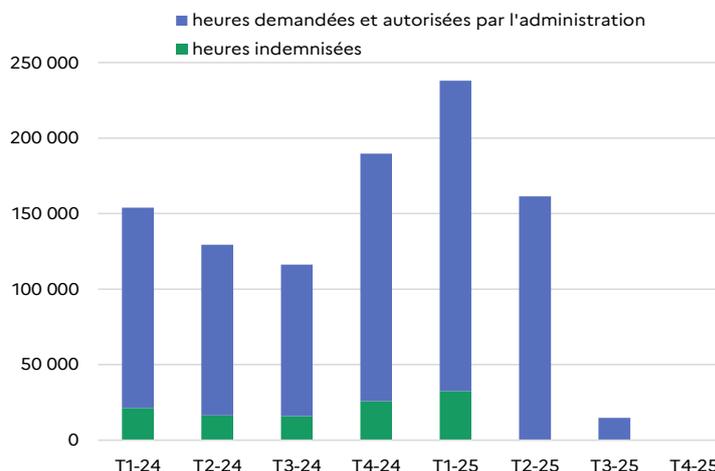
Guide de lecture :

Au 4e trimestre 2024, en moyenne :

11 établissements ont eu recours à l'activité partielle et 291 salariés ont été placés au chômage partiel.

Le volume d'heures chômées au cours du trimestre représente 25 854 heures. Les établissements ont consommé 13,6 % du volume d'heures qui leur était autorisé.

Suivi de la consommation d'activité partielle - données provisoires



Besançon

Embauches et départs

Champ : secteur privé hors agriculture, intérim et particuliers employeurs

Source : Dares, MMO

	T4 2024	T4 2023
Besançon	21 138	20 650
Embauches		
Contrats signés		
dont		
CDD	17 714	16 905
CDI	3 424	3 745
Evol. CDD	+4,8 %	+1,1 %
Evol. CDI	-8,6 %	-5,1 %
Départs	21 358	21 054
Fins de CDD	16 881	16 484
dont CDD <1 mois	88 %	87 %
Ruptures de contrat	4 477	4 570
démissions	1 728	1 865
lic. économiques	57	58
fins période d'essai	1 107	1 162
retraite	280	196
rupture conventionnelle	445	458
lic. non économiques	688	663
autres	172	168

Guide de lecture :

Au 4e trimestre 2024

- Comment évolue le besoin en recrutement des établissements ?
21 138 contrats de travail (CDD, CDI) signés, soit 488 en plus par rapport à l'an dernier à la même période.
- Les embauches en CDI sont-elles plus fréquentes ?
Les embauches en CDI diminuent. La part des CDI s'élève à 16 % des recrutements contre 18 % à la même période en 2023.
- Combien de contrats sont arrivés à terme ? La part des contrats précaires augmente-t-elle ?
16 881 CDD sont arrivés à terme. Parmi ces fins de CDD, 88 % duraient moins d'un mois (87 % il y a un an à la même période).
- Le volume des ruptures de contrat de travail augmente-t-il ?
4 477 départs de salariés font suite à une rupture de contrat, soit 93 en moins par rapport à l'an dernier à la même période.
- Le choix de démissionner est-il plus fréquent ? Les départs non anticipés par les employeurs renforcent les tensions de recrutement.
Les départs faisant suite à une démission forment le premier motif de rupture de contrat de travail avec 39 % des ruptures. Par ailleurs, les départs à la retraite représentent 6 % des ruptures, les licenciements économiques 10 %.

Focus sur les jeunes

Embauches	Départs
6 674	6 182
Part des jeunes dans les embauches : 32 %	Part des jeunes dans les départs : 29 %
Part CDI : 19 %	Part CDD <1 mois : 85 %

Focus sur les seniors

Embauches	Départs
4 609	5 103
Part des seniors dans les embauches : 22 %	Part des seniors dans les départs : 24 %
Part CDI : 4 %	Part CDD <1 mois : 91 %

- Quelle est la part de jeunes parmi les embauches ? Signent-ils plus souvent un CDI qu'en moyenne tous âges confondus ?
Ils représentent 32 % des embauches et 29 % des départs. Parmi les jeunes nouvellement embauchés, 19 % ont signé un CDI.
- La part des emplois précaires occupés par les jeunes est-elle plus importante qu'en moyenne tous âges confondus ?
Parmi les jeunes ayant quittés leur entreprise 85 % occupaient un CDD inférieur à un mois.

Dynamique des secteurs entre 2023 et 2024

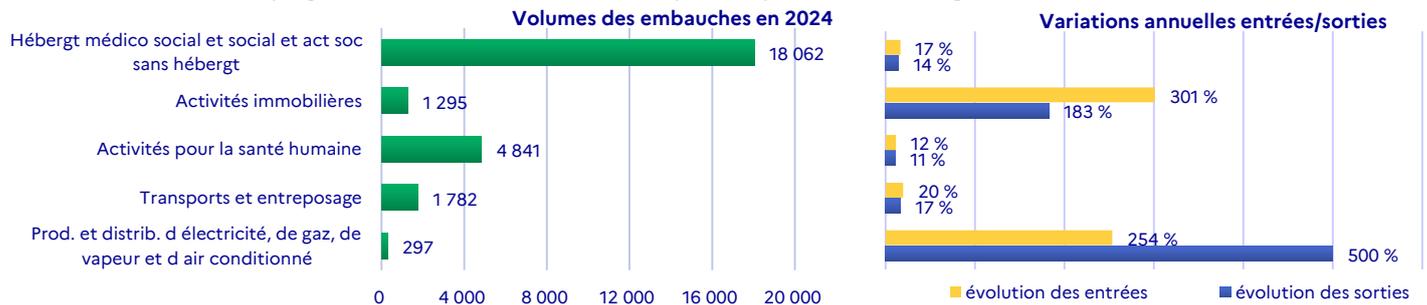
Champ : secteur privé hors agriculture, intérim et particuliers employeurs
données cumulées entre le 1er janvier et le 31 décembre

Source : Dares, MMO

Evolution des entrées et des sorties pour les 5 secteurs les plus actifs en termes de recrutement

Guide de lecture

- Comment évoluent les mouvements de main d'œuvre au sein des secteurs les plus actifs en termes de recrutement ?
Le secteur "hébergement médico-social et social et action sociale sans hébergement" contribue le plus à l'évolution des recrutements. En 2024, les embauches dans le secteur progressent de 16,7 %. Dans le même temps, les départs de salariés augmentent de 14,5 %.



Evolution des entrées et des sorties dans les 5 familles professionnelles contribuant le plus aux nouvelles embauches

Guide de lecture

- Comment évoluent les mouvements de main d'œuvre au sein des métiers qui contribuent le plus aux nouvelles embauches ?
La famille de métiers "aides à domicile et aides ménagères" contribuent le plus à l'évolution des recrutements. En 2024, les embauches pour ces métiers progressent de 43,1 %. Dans le même temps, les départs de salariés augmentent de 28,4 %.



Indicateurs Statistiques Territoriaux

Comité Local Pour l'Emploi (CLPE)

Besançon

Démographie - Population active

Source : Insee, RP

Population totale

	2015	2021	Evol. 2021/2015	
			En valeur	En %
Besançon	248 734	253 510	+4 776	+1,9
Doubs	536 959	547 096	+10 137	+1,9
Région BFC	2 820 940	2 800 194	-20 746	-0,7

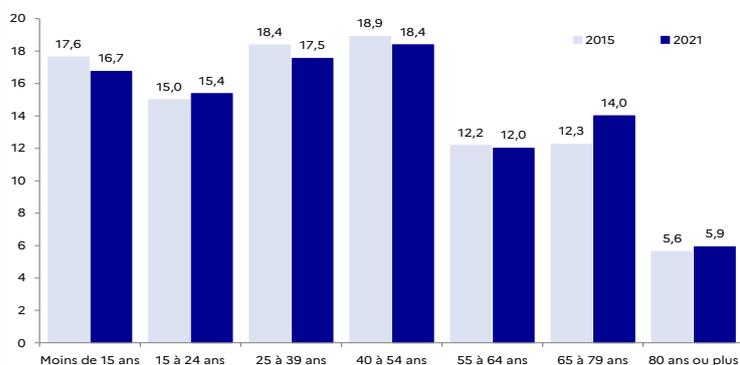
QUELQUES DÉFINITIONS

Population totale : ensemble des habitants domiciliés dans le territoire.

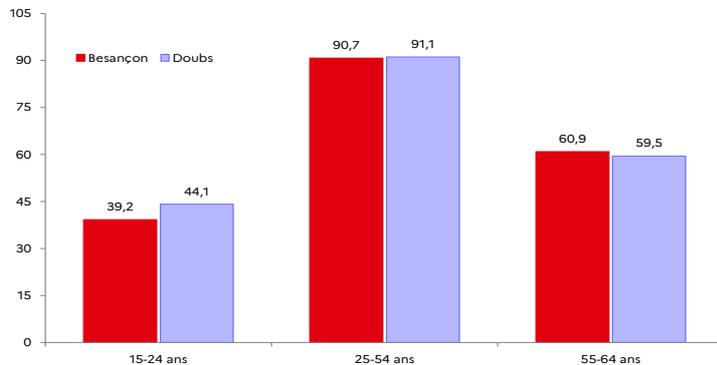
Population active : actifs de 15 à 64 ans en emploi + chômeurs.

Taux d'activité : rapport entre le nombre d'actifs et l'ensemble de la population correspondante (exemple : le nombre d'actifs de 15 à 24 ans parmi les habitants de 15 à 24 ans).

Répartition de la population par classe d'âge (en %)



Taux d'activité de la population par classe d'âge (en %)



Population active et en emploi

	Actifs de 15 à 64 ans			Femmes actives de 15 à 64 ans			Actifs de 15 à 64 ans en emploi		
	2015	2021	Evol. 2021/2015	2015	2021	Evol. 2021/2015	2015	2021	Evol. 2021/2015
Besançon	115 181	116 490	+1,1	56 662	57 552	+1,6	100 488	103 960	+3,5
Doubs	252 416	254 900	+1,0	120 442	121 892	+1,2	220 222	227 210	+3,2
Région BFC	1 278 962	1 254 914	-1,9	614 679	605 786	-1,4	1 113 311	1 119 353	+0,5

Structure économique du secteur privé

Champ : secteur privé, régime général, hors agriculture.

Source : Urssaf

Répartition des établissements et salariés par taille au 31/12/2023

	Moins de 10 sal.		10 à 49 sal.		50 à 249 sal.		250 sal. et plus		Total	
	Nbre étabs	Nbre sal.	Nbre étabs	Nbre sal.	Nbre étabs	Nbre sal.	Nbre étabs	Nbre sal.	Nbre étabs	Nbre sal.
Besançon	5 368	16 612	1 277	25 739	239	23 086	16	6 415	6 900	71 851
Doubs	10 278	31 917	2 378	46 813	445	45 642	34	17 136	13 135	141 509
Région BFC	54 804	164 889	11 626	232 967	2 111	212 446	178	79 128	68 719	689 430

Principales activités du territoire

	Effectifs salariés			Poids du secteur	
	2023	2022	Evol. (en %)	2023 (en %)	2022 (en %)
Commerce, réparation automobile	11 855	11 838	+0,1	16,5	16,7
Hébergé médico social et social et act soc sans hébergé	7 147	6 716	+6,4	9,9	9,5
Transports et entreposage	4 955	4 961	-0,1	6,9	7,0
Métallurgie et fab. de produits métalliques	4 883	4 734	+3,1	6,8	6,7
Construction	4 873	4 923	-1,0	6,8	6,9
Activités de serv. admin. hors travail temporaire	3 858	3 834	+0,6	5,4	5,4
Activités juridiques, comptables	3 773	3 602	+4,7	5,3	5,1
Hébergement et restauration	3 628	3 513	+3,3	5,0	5,0
Intérim	2 369	2 607	-9,1	3,3	3,7
Activités financières et d'assurance	2 367	2 340	+1,2	3,3	3,3
Autres activités de services	2 241	2 224	+0,8	3,1	3,1
Activités pour la santé humaine	2 151	2 191	-1,8	3,0	3,1
Toutes activités	71 851	70 928	+1,3	100,0	100,0

Avertissement : les apprentis sont inclus dans le dénombrement des effectifs salariés.

Indicateurs statistiques territoriaux Comité Local Pour l'Emploi (CLPE)

Montbéliard

Inscrits à France Travail				
Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dreets				
	Montbéliard			
	T1 2025	Part	Evol. par rapport au T4 2024 T1 2024	
Inscrits tenus de rechercher un emploi :				
Catégorie A (données cvs-cjo)	10 360	100 %	+13,7	+24,5
<25 ans	1 890	18 %	+37,0	+53,7
25-49 ans	5 880	57 %	+10,1	+20,0
50 ans et +	2 590	25 %	+8,4	+17,7
Hommes	5 700	55 %	+14,7	+25,3
Femmes	4 650	45 %	+12,3	+23,3
Catégories ABC (données cvs-cjo)	16 740	100 %	+7,1	+13,0
<25 ans	2 680	16 %	+24,7	+35,4
25-49 ans	9 700	58 %	+4,4	+9,1
50 ans et +	4 360	26 %	+3,8	+10,9
Hommes	8 830	53 %	+8,1	+14,1
Femmes	7 920	47 %	+6,2	+12,2
Inscrits depuis 1 an ou plus (DELD)	7 290	44 %	+3,0	+6,9
Inscrits non tenus de rechercher un emploi :				
Catégorie D (données cvs-cjo)	830		+1,2	+0,0
Catégorie E (données cvs-cjo)	920		+1,1	-3,2
Catégorie F (données brutes)	50		/	/
Catégorie G (données brutes)	2 580		/	/

En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux.

Avertissement :

A partir de janvier 2025, certaines personnes sont désormais systématiquement inscrites sur les listes de France Travail, en application de la loi pour le plein emploi du 18 décembre 2023, à savoir : les bénéficiaires du RSA et les jeunes à la recherche d'emploi suivis par les Missions Locales.

Une partie d'entre eux n'était pas inscrite à France Travail avant le 1er janvier 2025, ce qui a entraîné une hausse importante de nouveaux inscrits et donne l'impression que la situation du marché du travail se dégrade alors qu'elle a peu évolué dans certains territoires.

Avant le 1er janvier 2025, il n'y avait que cinq catégories d'inscrits : les personnes inscrites en catégories A, B ou C classées selon leur niveau d'activité, toutes tenues de rechercher un emploi. Les deux autres catégories (D et E) sont par exemple pour les personnes déjà en emploi, en formation ou en contrat aidé, non tenues d'effectuer des recherches actives.

Avec la réforme, deux nouvelles catégories sont créées, à savoir : la catégorie F pour les personnes en besoin d'un accompagnement social, et la catégorie G pour tous les bénéficiaires du RSA inscrits à France Travail en attente d'un accompagnement.

France Travail et les départements se donnent entre 2 à 3 ans pour recevoir et

orienter en parcours d'accompagnement tous les bénéficiaires du RSA qui n'étaient pas déjà inscrits sur les listes au 1er janvier 2025.

Catégories A, B, C, D, E, F et G : quelle différence ?

Cat. A : personne sans emploi, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Cat. B : personne ayant exercé une activité réduite de 78 heures maximum par mois, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Cat. C : personne ayant exercé une activité réduite de plus de 78 heures par mois, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Cat. D : personne sans emploi, qui n'est pas immédiatement disponible, et qui n'est pas tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi (demandeurs d'emploi en formation, en maladie, etc...).

Cat. E : personne en emploi, non tenue de faire des actes positifs de recherche d'emploi (créateurs d'entreprise, bénéficiaires de contrats aidés...).

Cat. F : personne en accompagnement social.

Cat. G : regroupe l'ensemble des bénéficiaires du RSA, en attente d'orientation, qui n'étaient pas inscrits avant le 1er janvier 2025.

Au 1er trimestre 2025

10 360 demandeurs d'emplois inscrits à France Travail sont sans emploi (catégorie A). Ce nombre augmente de 13,7 % sur un trimestre.

En incluant les demandeurs d'emploi en activité réduite, le nombre d'inscrits en catégories A, B, C affiche une hausse de 7,1 % par rapport au trimestre précédent.

Les inscrits de moins de 25 ans représentent 16 % des personnes en recherche active d'un emploi. Leur nombre croît de 24,7 % par rapport au trimestre précédent.

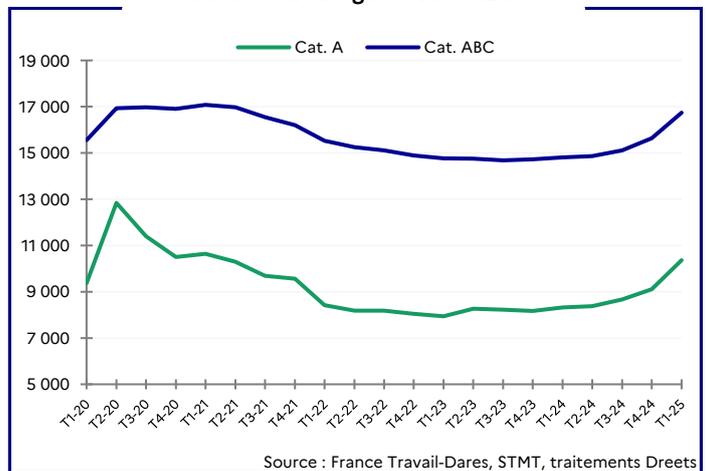
Les personnes de 25 à 49 ans constituent la majorité des demandeurs d'emploi, soit environ 58 % du total. Leur nombre croît de 4,4 % par rapport au trimestre précédent.

Les seniors (50 ans ou plus) représentent 26 % des demandeurs d'emploi. Leur nombre croît de 3,8 % par rapport au trimestre précédent.

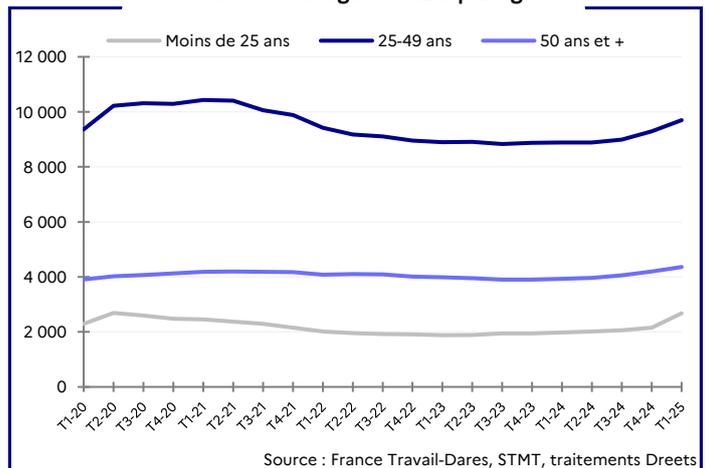
Les DELD forment 44 % de la demande d'emploi totale. Ce nombre croît de 3,0 % par rapport au trimestre précédent.

Au sein des deux catégories nouvellement créées, 50 personnes sont inscrites en parcours social (catégorie F) et 2 580 personnes sont en attente d'une orientation par le service public de l'emploi (catégorie G).

Inscrits en catégories A et ABC



Inscrits en catégories ABC par âge



Indicateurs statistiques territoriaux Comité Local Pour l'Emploi (CLPE)

Montbéliard

Entrées dans les dispositifs

(données provisoires)

Sources : PEC : Dares, PACEA : I-Milo,

Apprentissage : Dares (SIA)

	Montbéliard		
	T1 2025	Cumul 2025	Evol. (en %) cumul 25/cumul 24
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :			
PEC	28	28	+7,7
Mesures d'accompagnement :			
PACEA	204	204	-16,0
CEJ	244	244	+2,5
Alternance (secteur privé) :			
Entrées en apprentissage (au 4T2024)	232	1 615	-3,7

QUELQUES DÉFINITIONS

PEC : le Parcours Emploi Compétences est un dispositif destiné aux personnes éloignées du marché du travail. Il combine emploi, formation et accompagnement pour favoriser l'insertion professionnelle durable. Les employeurs bénéficient d'aides financières pour embaucher des personnes dans ce cadre.

PACEA : le Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie est un dispositif mis en place pour aider les jeunes de 16 à 25 ans en difficulté à s'insérer professionnellement et à gagner en autonomie

CEJ : le Contrat d'Engagement Jeune est un dispositif pour aider les jeunes de 16 à 25 ans qui ne sont ni étudiants, ni en formation, et qui rencontrent des difficultés d'accès à l'emploi durable.

Recours à l'intérim

Source : Dares, traitements Dreets - données brutes en moyenne trimestrielle

Volume de travail temporaire selon le regroupement en 5 grands secteurs

	T4 2024	T4 2023	T4 2022
Montbéliard			
Equivalent emplois à temps plein	3 040	3 200	3 900
dont			
Agriculture	0	0	0
Industrie	2 090	2 150	2 730
Construction	190	170	220
Commerce	120	100	120
Services	640	780	830

Volume de travail temporaire (en ETP) par secteur d'activité en A38

Fab. de matériels de transport	1 490
Act. de serv. adm. et de soutien	340
Métallurgie et fab. de produits métalliques	290
Construction	190
Ind. agro-alimentaires	180

Guide de lecture :

Au 4e trimestre, en moyenne :

Mesuré en équivalent temps plein, le volume de travail temporaire représente près de 3 040 emplois. La majorité des effectifs se trouve dans le secteur de l'industrie avec 2 090 emplois (ETP), représentant environ 69 % du total. Ce nombre diminue de 3 % en un an. Le secteur des services suit avec 640 emplois (ETP), soit environ 21 % du total. Le recours à l'intérim dans ce secteur baisse de 18 % sur un an. Selon la nomenclature A38, les deux principales activités regroupant le plus important volume de travail temporaire sont : fabrication de matériels de transport (environ 1490 ETP), activités de services administratifs et de soutien (environ 340 ETP).

Recours à l'activité partielle (de droit commun et de longue durée)

Source: DGEFP, données provisoires au 14/03/2025

	T4 2024	T4 2023
Montbéliard		
Demandes indemnisées		
Etablissements indemnisés, moyenne trimestrielle	19	15
Salariés indemnisés, moyenne trimestrielle	1 116	2 398
Heures indemnisées	105 572	85 373
Taux de consommation	8,9	8,7

Avertissement : un trimestre de recul est nécessaire pour disposer de données de consommation suffisamment consolidées. En raison d'une mise à jour en continu des informations, les données mensuelles sont encore modifiées à la marge après cette date.

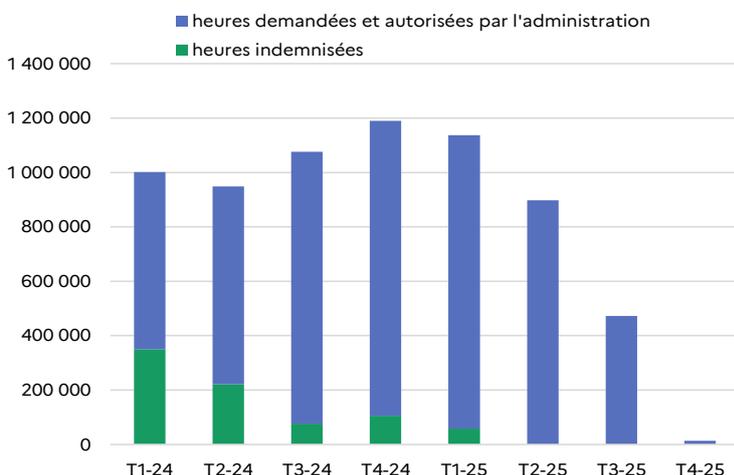
Guide de lecture :

Au 4e trimestre 2024, en moyenne :

19 établissements ont eu recours à l'activité partielle et 1116 salariés ont été placés au chômage partiel.

Le volume d'heures chômées au cours du trimestre représente 105 572 heures. Les établissements ont consommé 8,9 % du volume d'heures qui leur était autorisé.

Suivi de la consommation d'activité partielle - données provisoires



Montbéliard

Embauches et départs

Champ : secteur privé hors agriculture, intérim et particuliers employeurs

Source : Dares, MMO

	T4 2024	T4 2023
Montbéliard	8 537	8 755
Embauches		
Contrats signés		
dont		
CDD	7 356	7 219
CDI	1 181	1 536
Evol. CDD	+1,9 %	-3,9 %
Evol. CDI	-23,1 %	-4,1 %
Départs	9 083	9 407
Fins de CDD	6 930	7 240
dont CDD <1 mois	84 %	82 %
Ruptures de contrat	2 153	2 167
démissions	753	837
lic. économiques	42	48
fins période d'essai	426	436
retraite	167	115
rupture conventionnelle	248	220
lic. non économiques	359	384
autres	158	127

Guide de lecture :

Au 4e trimestre 2024

- Comment évolue le besoin en recrutement des établissements ?
8 537 contrats de travail (CDD, CDI) signés, soit 218 en moins par rapport à l'an dernier à la même période.
- Les embauches en CDI sont-elles plus fréquentes ?
Les embauches en CDI diminuent. La part des CDI s'élève à 14 % des recrutements contre 18 % à la même période en 2023.
- Combien de contrats sont arrivés à terme ? La part des contrats précaires augmente-t-elle ?
6 930 CDD sont arrivés à terme. Parmi ces fins de CDD, 84 % dureraient moins d'un mois (82 % il y a un an à la même période).
- Le volume des ruptures de contrat de travail augmente-t-il ?
2 153 départs de salariés font suite à une rupture de contrat, soit 14 en moins par rapport à l'an dernier à la même période.
- Le choix de démissionner est-il plus fréquent ? Les départs non anticipés par les employeurs renforcent les tensions de recrutement.
Les départs faisant suite à une démission forment le premier motif de rupture de contrat de travail avec 35 % des ruptures. Par ailleurs, les départs à la retraite représentent 8 % des ruptures, les licenciements économiques 12 %.



Focus sur les jeunes

Embauches	Départs
2 501	2 334
Part des jeunes dans les embauches : 29 %	Part des jeunes dans les départs : 26 %
Part CDI : 14 %	Part CDD <1 mois : 82 %



Focus sur les seniors

Embauches	Départs
2 042	2 486
Part des seniors dans les embauches : 24 %	Part des seniors dans les départs : 27 %
Part CDI : 4 %	Part CDD <1 mois : 88 %

- Quelle est la part de jeunes parmi les embauches ? Signent-ils plus souvent un CDI qu'en moyenne tous âges confondus ?
Ils représentent 29 % des embauches et 26 % des départs. Parmi les jeunes nouvellement embauchés, 14 % ont signé un CDI.
- La part des emplois précaires occupés par les jeunes est-elle plus importante qu'en moyenne tous âges confondus ?
Parmi les jeunes ayant quittés leur entreprise 82 % occupaient un CDD inférieur à un mois.

Dynamique des secteurs entre 2023 et 2024

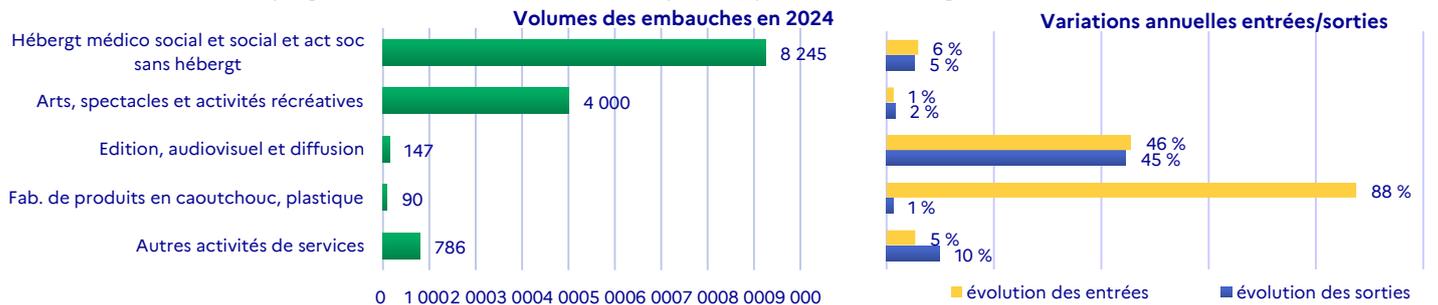
Champ : secteur privé hors agriculture, intérim et particuliers employeurs
données cumulées entre le 1er janvier et le 31 décembre

Source : Dares, MMO

Evolution des entrées et des sorties pour les 5 secteurs les plus actifs en termes de recrutement

Guide de lecture

- Comment évoluent les mouvements de main d'œuvre au sein des secteurs les plus actifs en termes de recrutement ?
Le secteur "hébergement médico-social et social et action sociale sans hébergement" contribue le plus à l'évolution des recrutements. En 2024, les embauches dans le secteur progressent de 5,9 %. Dans le même temps, les départs de salariés augmentent de 5,2 %.



Evolution des entrées et des sorties dans les 5 familles professionnelles contribuant le plus aux nouvelles embauches

Guide de lecture

- Comment évoluent les mouvements de main d'œuvre au sein des métiers qui contribuent le plus aux nouvelles embauches ?
La famille de métiers "agents de gardiennage et de sécurité" contribuent le plus à l'évolution des recrutements. En 2024, les embauches pour ces métiers progressent de 33,7 %. Dans le même temps, les départs de salariés augmentent de 36,3 %.



Indicateurs Statistiques Territoriaux

Comité Local Pour l'Emploi (CLPE)

Montbéliard

Démographie - Population active

Source : Insee, RP

Population totale

	2015	2021	Evol. 2021/2015	
			En valeur	En %
Montbéliard	176 855	175 505	-1 350	-0,8
Doubs	536 959	547 096	+10 137	+1,9
Région BFC	2 820 940	2 800 194	-20 746	-0,7

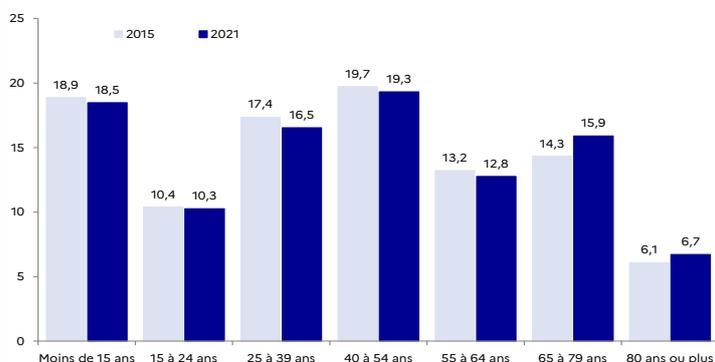
QUELQUES DÉFINITIONS

Population totale : ensemble des habitants domiciliés dans le territoire.

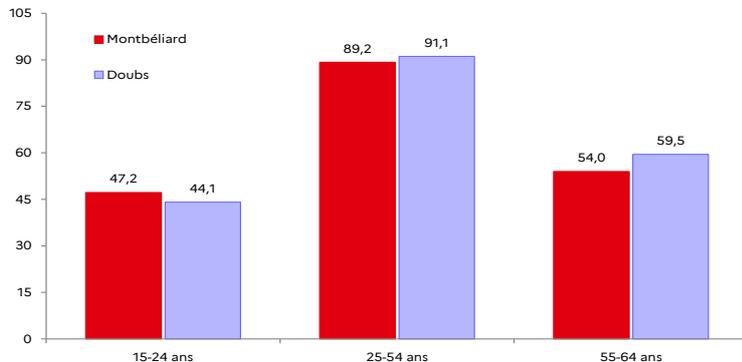
Population active : actifs de 15 à 64 ans en emploi + chômeurs.

Taux d'activité : rapport entre le nombre d'actifs et l'ensemble de la population correspondante (exemple : le nombre d'actifs de 15 à 24 ans parmi les habitants de 15 à 24 ans).

Répartition de la population par classe d'âge (en %)



Taux d'activité de la population par classe d'âge (en %)



Population active et en emploi

	Actifs de 15 à 64 ans			Femmes actives de 15 à 64 ans			Actifs de 15 à 64 ans en emploi		
	2015	2021	Evol. 2021/2015	2015	2021	Evol. 2021/2015	2015	2021	Evol. 2021/2015
Montbéliard	78 943	76 761	-2,8	36 826	35 806	-2,8	66 454	66 381	-0,1
Doubs	252 416	254 900	+1,0	120 442	121 892	+1,2	220 222	227 210	+3,2
Région BFC	1 278 962	1 254 914	-1,9	614 679	605 786	-1,4	1 113 311	1 119 353	+0,5

Structure économique du secteur privé

Champ : secteur privé, régime général, hors agriculture.

Source : Urssaf

Répartition des établissements et salariés par taille au 31/12/2023

	Moins de 10 sal.		10 à 49 sal.		50 à 249 sal.		250 sal. et plus		Total	
	Nbre étab.	Nbre sal.	Nbre étab.	Nbre sal.	Nbre étab.	Nbre sal.	Nbre étab.	Nbre sal.	Nbre étab.	Nbre sal.
Montbéliard	2 657	8 372	599	11 463	147	14 924	15	9 839	3 418	44 598
Doubs	10 278	31 917	2 378	46 813	445	45 642	34	17 136	13 135	141 509
Région BFC	54 804	164 889	11 626	232 967	2 111	212 446	178	79 128	68 719	689 430

Principales activités du territoire

	Effectifs salariés			Poids du secteur	
	2023	2022	Evol. (en %)	2023 (en %)	2022 (en %)
Montbéliard					
Fabrication de matériels de transport	9 404	10 078	-6,7	21,1	22,2
Commerce, réparation automobile	5 909	5 915	-0,1	13,2	13,0
Héberge médico social et social et act soc sans héberg	3 316	3 325	-0,3	7,4	7,3
Construction	3 017	3 103	-2,8	6,8	6,8
Métallurgie et fab. de produits métalliques	2 732	2 691	+1,5	6,1	5,9
Activités de serv. admin. hors travail temporaire	2 344	2 444	-4,1	5,3	5,4
Transports et entreposage	2 251	2 211	+1,8	5,0	4,9
Activités juridiques, comptables	1 950	1 781	+9,5	4,4	3,9
Intérim	1 799	2 012	-10,6	4,0	4,4
Hébergement et restauration	1 475	1 509	-2,3	3,3	3,3
Activités pour la santé humaine	1 133	1 097	+3,3	2,5	2,4
Ind. agro-alimentaires	1 053	1 034	+1,8	2,4	2,3
Toutes activités	44 598	45 372	-1,7	100,0	100,0

Avertissement : les apprentis sont inclus dans le dénombrement des effectifs salariés.

Indicateurs statistiques territoriaux Comité Local Pour l'Emploi (CLPE)

Pontarlier

Inscrits à France Travail				
Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dreets				
	T1 2025	Part	Evol. par rapport au T4 2024 T1 2024	
Pontarlier				
Inscrits tenus de rechercher un emploi :				
Catégorie A (données cvs-cjo)	4 750	100 %	+8,0	+23,1
<25 ans	710	15 %	+29,1	+51,1
25-49 ans	2 860	60 %	+5,5	+24,9
50 ans et +	1 180	25 %	+4,4	+7,3
Hommes	2 470	52 %	+7,4	+22,9
Femmes	2 280	48 %	+9,1	+23,2
Catégories ABC (données cvs-cjo)	8 080	100 %	+5,1	+13,8
<25 ans	1 050	13 %	+18,0	+32,9
25-49 ans	4 940	61 %	+4,0	+15,4
50 ans et +	2 090	26 %	+1,5	+3,0
Hommes	3 960	49 %	+4,8	+16,1
Femmes	4 120	51 %	+5,4	+11,7
Inscrits depuis 1 an ou plus (DELD)	3 000	37 %	+4,2	+7,9
Inscrits non tenus de rechercher un emploi :				
Catégorie D (données cvs-cjo)	400		+8,1	+0,0
Catégorie E (données cvs-cjo)	680		-1,4	+3,0
Catégorie F (données brutes)	20		/	/
Catégorie G (données brutes)	390		/	/

En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux.

Avertissement :

A partir de janvier 2025, certaines personnes sont désormais systématiquement inscrites sur les listes de France Travail, en application de la loi pour le plein emploi du 18 décembre 2023, à savoir : les bénéficiaires du RSA et les jeunes à la recherche d'emploi suivis par les Missions Locales.

Une partie d'entre eux n'était pas inscrite à France Travail avant le 1er janvier 2025, ce qui a entraîné une hausse importante de nouveaux inscrits et donne l'impression que la situation du marché du travail se dégrade alors qu'elle a peu évolué dans certains territoires.

Avant le 1er janvier 2025, il n'y avait que cinq catégories d'inscrits : les personnes inscrites en catégories A, B ou C classées selon leur niveau d'activité, toutes tenues de rechercher un emploi. Les deux autres catégories (D et E) sont par exemple pour les personnes déjà en emploi, en formation ou en contrat aidé, non tenues d'effectuer des recherches actives.

Avec la réforme, deux nouvelles catégories sont créées, à savoir : la catégorie F pour les personnes en besoin d'un accompagnement social, et la catégorie G pour tous les bénéficiaires du RSA inscrits à France Travail en attente d'un accompagnement.

France Travail et les départements se donnent entre 2 à 3 ans pour recevoir et

orienter en parcours d'accompagnement tous les bénéficiaires du RSA qui n'étaient pas déjà inscrits sur les listes au 1er janvier 2025.

Catégories A, B, C, D, E, F et G : quelle différence ?

Cat. A : personne sans emploi, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Cat. B : personne ayant exercé une activité réduite de 78 heures maximum par mois, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Cat. C : personne ayant exercé une activité réduite de plus de 78 heures par mois, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Cat. D : personne sans emploi, qui n'est pas immédiatement disponible, et qui n'est pas tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi (demandeurs d'emploi en formation, en maladie, etc...).

Cat. E : personne en emploi, non tenue de faire des actes positifs de recherche d'emploi (créateurs d'entreprise, bénéficiaires de contrats aidés...).

Cat. F : personne en accompagnement social.

Cat. G : regroupe l'ensemble des bénéficiaires du RSA, en attente d'orientation, qui n'étaient pas inscrits avant le 1er janvier 2025.

Au 1er trimestre 2025

4 750 demandeurs d'emplois inscrits à France Travail sont sans emploi (catégorie A). Ce nombre augmente de 8,0 % sur un trimestre.

En incluant les demandeurs d'emploi en activité réduite, le nombre d'inscrits en catégories A, B, C affiche une hausse de 5,1 % par rapport au trimestre précédent.

Les inscrits de moins de 25 ans représentent 13 % des personnes en recherche active d'un emploi. Leur nombre croît de 18,0 % par rapport au trimestre précédent.

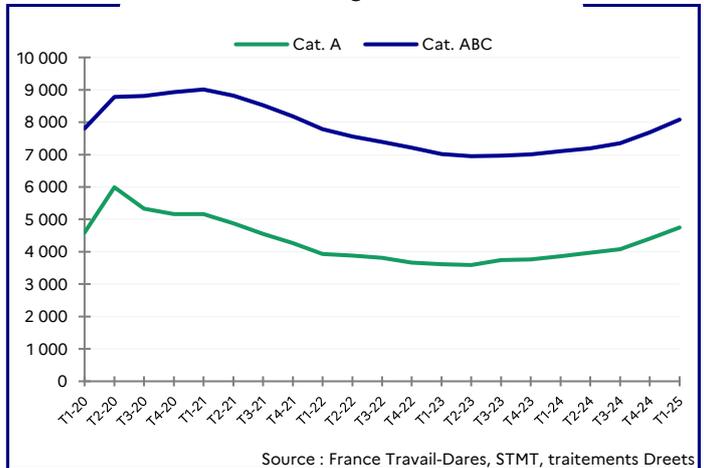
Les personnes de 25 à 49 ans constituent la majorité des demandeurs d'emploi, soit environ 61 % du total. Leur nombre croît de 4,0 % par rapport au trimestre précédent.

Les seniors (50 ans ou plus) représentent 26 % des demandeurs d'emploi. Leur nombre croît de 1,5 % par rapport au trimestre précédent.

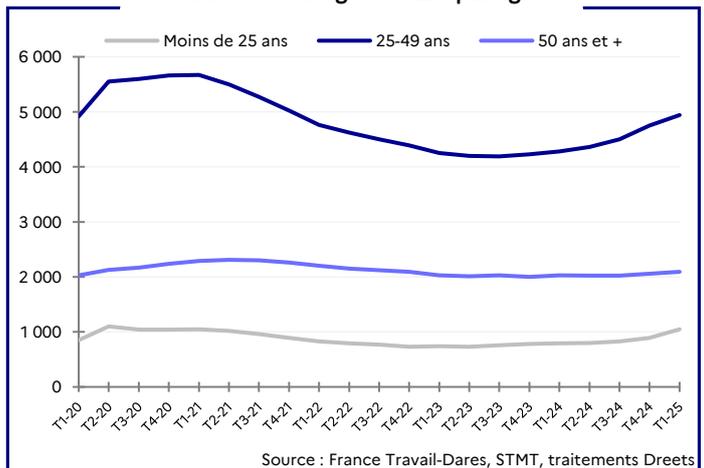
Les DELD forment 37 % de la demande d'emploi totale. Ce nombre croît de 4,2 % par rapport au trimestre précédent.

Au sein des deux catégories nouvellement créées, 20 personnes sont inscrites en parcours social (catégorie F) et 390 personnes sont en attente d'une orientation par le service public de l'emploi (catégorie G).

Inscrits en catégories A et ABC



Inscrits en catégories ABC par âge



Indicateurs statistiques territoriaux Comité Local Pour l'Emploi (CLPE)

Pontarlier

Entrées dans les dispositifs

(données provisoires)

Sources : PEC : Dares, PACEA : I-Milo,

Apprentissage : Dares (SIA)

	Pontarlier		
	T1 2025	Cumul 2025	Evol. (en %) cumul 25/cumul 24
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :			
PEC	5	5	-16,7
Mesures d'accompagnement :			
PACEA	60	60	-22,1
CEJ	82	82	+1,2
Alternance (secteur privé) :			
Entrées en apprentissage (au 4T2024)	196	1 333	+6,4

QUELQUES DÉFINITIONS

PEC : le Parcours Emploi Compétences est un dispositif destiné aux personnes éloignées du marché du travail. Il combine emploi, formation et accompagnement pour favoriser l'insertion professionnelle durable. Les employeurs bénéficient d'aides financières pour embaucher des personnes dans ce cadre.

PACEA : le Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie est un dispositif mis en place pour aider les jeunes de 16 à 25 ans en difficulté à s'insérer professionnellement et à gagner en autonomie

CEJ : le Contrat d'Engagement Jeune est un dispositif pour aider les jeunes de 16 à 25 ans qui ne sont ni étudiants, ni en formation, et qui rencontrent des difficultés d'accès à l'emploi durable.

Recours à l'intérim

Source : Dares, traitements Dreets - données brutes en moyenne trimestrielle

Volume de travail temporaire selon le regroupement en 5 grands secteurs

	Pontarlier		
	T4 2024	T4 2023	T4 2022
Equivalent emplois à temps plein	1 120	1 200	1 280
dont			
Agriculture	0	0	10
Industrie	520	590	640
Construction	150	120	130
Commerce	220	220	220
Services	230	270	280

Volume de travail temporaire (en ETP) par secteur d'activité en A38

Ind. agro-alimentaires	280
Commerce, réparation automobile	220
Construction	150
Act. de serv. adm. et de soutien	100
Travail du bois, ind. du papier et imprimerie	60

Guide de lecture :

Au 4e trimestre, en moyenne :

Mesuré en équivalent temps plein, le volume de travail temporaire représente près de 1 120 emplois. La majorité des effectifs se trouve dans le secteur de l'industrie avec 520 emplois (ETP), représentant environ 46 % du total. Ce nombre diminue de 12 % en un an. Le secteur des services suit avec 230 emplois (ETP), soit environ 21 % du total. Le recours à l'intérim dans ce secteur baisse de 15 % sur un an. Selon la nomenclature A38, les deux principales activités regroupant le plus important volume de travail temporaire sont : fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac (environ 280 ETP), commerce, réparation d'automobile et motocycles (environ 220 ETP).

Recours à l'activité partielle (de droit commun et de longue durée)

Source: DGEFP, données provisoires au 14/03/2025

	Pontarlier	
	T4 2024	T4 2023
Demandes indemnisées		
Etablissements indemnisés, moyenne trimestrielle	3	4
Salariés indemnisés, moyenne trimestrielle	105	270
Heures indemnisées	7 599	17 179
Taux de consommation	17,0	19,9

Avertissement : un trimestre de recul est nécessaire pour disposer de données de consommation suffisamment consolidées. En raison d'une mise à jour en continu des informations, les données mensuelles sont encore modifiées à la marge après cette date.

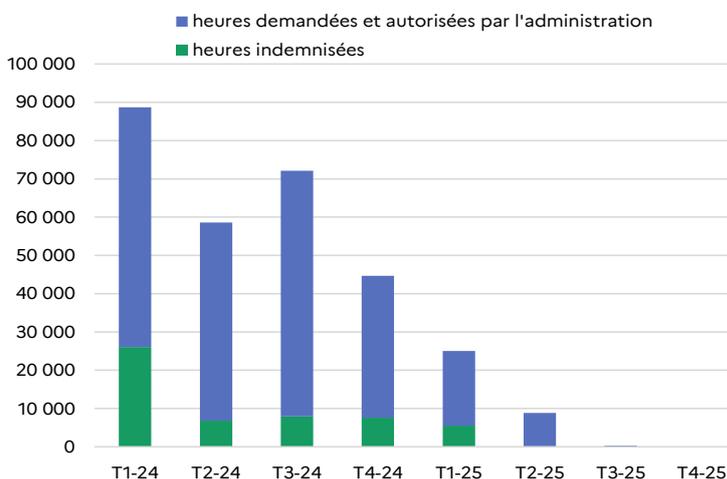
Guide de lecture :

Au 4e trimestre 2024, en moyenne :

3 établissements ont eu recours à l'activité partielle et 105 salariés ont été placés au chômage partiel.

Le volume d'heures chômées au cours du trimestre représente 7 599 heures. Les établissements ont consommé 17 % du volume d'heures qui leur était autorisé.

Suivi de la consommation d'activité partielle - données provisoires



Pontarlier

Embauches et départs

Champ : secteur privé hors agriculture, intérim et particuliers employeurs

Source : Dares, MMO

	T4 2024	T4 2023
Pontarlier		
Embauches	7 308	6 741
Contrats signés		
dont		
CDD	5 930	5 316
CDI	1 378	1 425
Evol. CDD	+11,6 %	+35,0 %
Evol. CDI	-3,3 %	-3,8 %
Départs	7 297	6 280
Fins de CDD	5 642	4 469
dont CDD <1 mois	62 %	63 %
Ruptures de contrat	1 655	1 811
démissions	770	936
lic. économiques	23	27
fins période d'essai	382	368
retraite	117	72
rupture conventionnelle	144	135
lic. non économiques	181	228
autres	38	45

Guide de lecture :

Au 4e trimestre 2024

- Comment évolue le besoin en recrutement des établissements ?
7 308 contrats de travail (CDD, CDI) signés, soit 567 en plus par rapport à l'an dernier à la même période.
- Les embauches en CDI sont-elles plus fréquentes ?
Les embauches en CDI diminuent. La part des CDI s'élève à 19 % des recrutements contre 21 % à la même période en 2023.
- Combien de contrats sont arrivés à terme ? La part des contrats précaires augmente-t-elle ?
5 642 CDD sont arrivés à terme. Parmi ces fins de CDD, 62 % dureraient moins d'un mois (63 % il y a un an à la même période).
- Le volume des ruptures de contrat de travail augmente-t-il ?
1 655 départs de salariés font suite à une rupture de contrat, soit 156 en moins par rapport à l'an dernier à la même période.
- Le choix de démissionner est-il plus fréquent ? Les départs non anticipés par les employeurs renforcent les tensions de recrutement.
Les départs faisant suite à une démission forment le premier motif de rupture de contrat de travail avec 47 % des ruptures. Par ailleurs, les départs à la retraite représentent 7 % des ruptures, les licenciements économiques 9 %.



Focus sur les jeunes

Embauches	Départs
2 643	2 381
Part des jeunes dans les embauches : 36 %	Part des jeunes dans les départs : 33 %
Part CDI : 19 %	Part CDD <1 mois : 78 %



Focus sur les seniors

Embauches	Départs
1 742	1 963
Part des seniors dans les embauches : 24 %	Part des seniors dans les départs : 27 %
Part CDI : 4 %	Part CDD <1 mois : 58 %

- Quelle est la part de jeunes parmi les embauches ? Signent-ils plus souvent un CDI qu'en moyenne tous âges confondus ?
Ils représentent 36 % des embauches et 33 % des départs. Parmi les jeunes nouvellement embauchés, 19 % ont signé un CDI.
- La part des emplois précaires occupés par les jeunes est-elle plus importante qu'en moyenne tous âges confondus ?
Parmi les jeunes ayant quittés leur entreprise 78 % occupaient un CDD inférieur à un mois.

Dynamique des secteurs entre 2023 et 2024

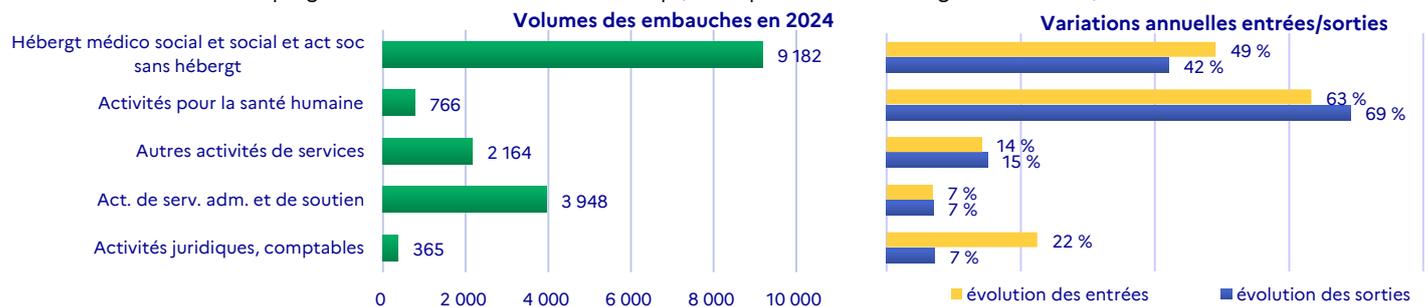
Champ : secteur privé hors agriculture, intérim et particuliers employeurs
données cumulées entre le 1er janvier et le 31 décembre

Source : Dares, MMO

Evolution des entrées et des sorties pour les 5 secteurs les plus actifs en termes de recrutement

Guide de lecture

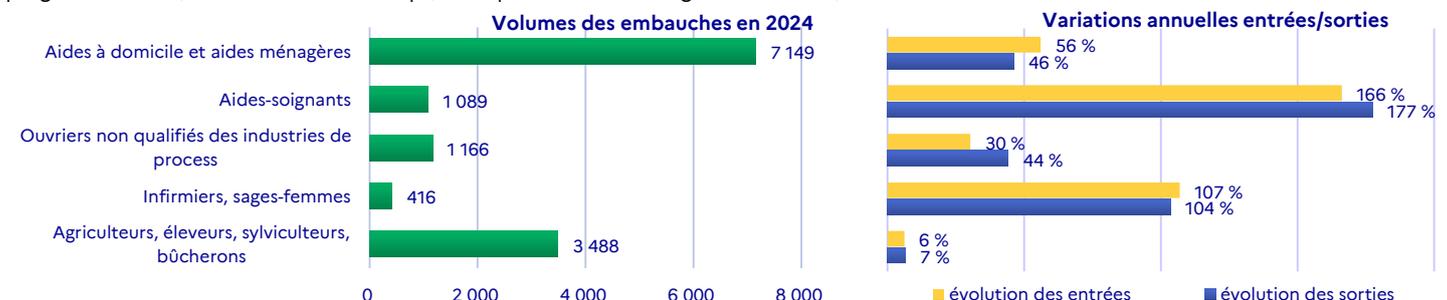
- Comment évoluent les mouvements de main d'œuvre au sein des secteurs les plus actifs en termes de recrutement ?
Le secteur "hébergement médico-social et social et action sociale sans hébergement" contribue le plus à l'évolution des recrutements. En 2024, les embauches dans le secteur progressent de 49 %. Dans le même temps, les départs de salariés augmentent de 42,1 %.



Evolution des entrées et des sorties dans les 5 familles professionnelles contribuant le plus aux nouvelles embauches

Guide de lecture

- Comment évoluent les mouvements de main d'œuvre au sein des métiers qui contribuent le plus aux nouvelles embauches ?
La famille de métiers "aides à domicile et aides ménagères" contribuent le plus à l'évolution des recrutements. En 2024, les embauches pour ces métiers progressent de 56,1 %. Dans le même temps, les départs de salariés augmentent de 46,2 %.



Indicateurs Statistiques Territoriaux

Comité Local Pour l'Emploi (CLPE)

Pontarlier

Démographie - Population active

Source : Insee, RP

Population totale

	2015	2021	Evol. 2021/2015	
			En valeur	En %
Pontarlier	111 370	118 081	+6 711	+6,0
Doubs	536 959	547 096	+10 137	+1,9
Région BFC	2 820 940	2 800 194	-20 746	-0,7

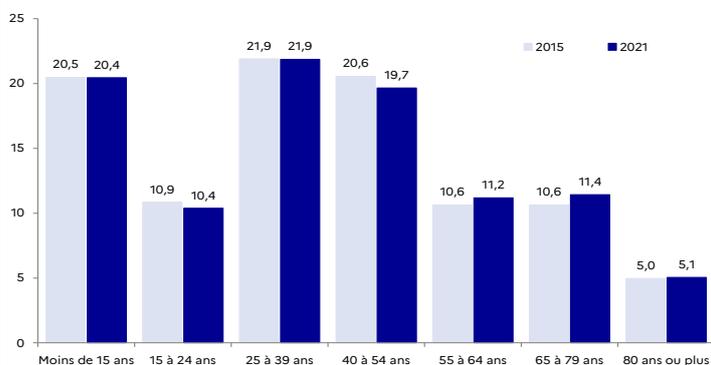
QUELQUES DÉFINITIONS

Population totale : ensemble des habitants domiciliés dans le territoire.

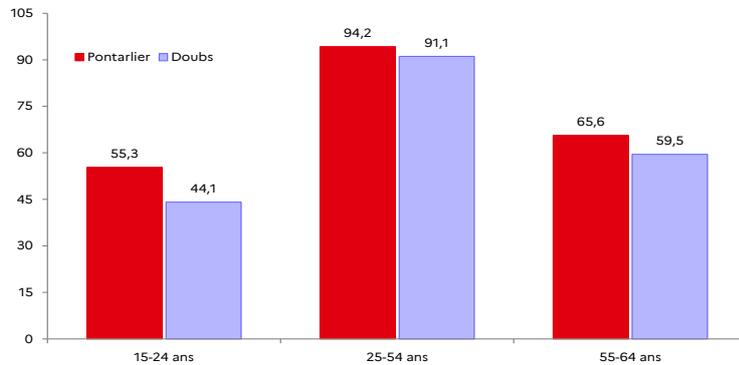
Population active : actifs de 15 à 64 ans en emploi + chômeurs.

Taux d'activité : rapport entre le nombre d'actifs et l'ensemble de la population correspondante (exemple : le nombre d'actifs de 15 à 24 ans parmi les habitants de 15 à 24 ans).

Répartition de la population par classe d'âge (en %)



Taux d'activité de la population par classe d'âge (en %)



Population active et en emploi

	Actifs de 15 à 64 ans			Femmes actives de 15 à 64 ans			Actifs de 15 à 64 ans en emploi		
	2015	2021	Evol. 2021/2015	2015	2021	Evol. 2021/2015	2015	2021	Evol. 2021/2015
Pontarlier	58 293	61 649	+5,8	26 954	28 534	+5,9	53 279	56 870	+6,7
Doubs	252 416	254 900	+1,0	120 442	121 892	+1,2	220 222	227 210	+3,2
Région BFC	1 278 962	1 254 914	-1,9	614 679	605 786	-1,4	1 113 311	1 119 353	+0,5

Structure économique du secteur privé

Champ : secteur privé, régime général, hors agriculture.

Source : Urssaf

Répartition des établissements et salariés par taille au 31/12/2023

	Moins de 10 sal.		10 à 49 sal.		50 à 249 sal.		250 sal. et plus		Total	
	Nbre étab.	Nbre sal.	Nbre étab.	Nbre sal.	Nbre étab.	Nbre sal.	Nbre étab.	Nbre sal.	Nbre étab.	Nbre sal.
Pontarlier	2 253	6 934	502	9 611	59	7 633	3	882	2 817	25 060
Doubs	10 278	31 917	2 378	46 813	445	45 642	34	17 136	13 135	141 509
Région BFC	54 804	164 889	11 626	232 967	2 111	212 446	178	79 128	68 719	689 430

Principales activités du territoire

	Effectifs salariés			Poids du secteur	
	2023	2022	Evol. (en %)	2023 (en %)	2022 (en %)
Commerce, réparation automobile	5 223	5 229	-0,1	20,8	21,2
Hébergement médico social et social et act soc sans hébergement	3 779	3 446	+9,7	15,1	13,9
Construction	2 456	2 480	-1,0	9,8	10,0
Ind. agro-alimentaires	1 631	1 567	+4,1	6,5	6,3
Hébergement et restauration	1 584	1 558	+1,7	6,3	6,3
Transports et entreposage	1 120	1 101	+1,7	4,5	4,5
Fab. de textiles, ind. de l'habillement	972	998	-2,6	3,9	4,0
Intérim	841	916	-8,2	3,4	3,7
Activités juridiques, comptables	710	685	+3,6	2,8	2,8
Activités financières et d'assurance	692	709	-2,4	2,8	2,9
Fabrication de machines et équipements	690	764	-9,7	2,8	3,1
Autres activités de services	633	636	-0,5	2,5	2,6
Toutes activités	25 060	24 718	+1,4	100,0	100,0

Avertissement : les apprentis sont inclus dans le dénombrement des effectifs salariés.

Principaux indicateurs

CLPE du Doubs

	Besançon	Montbéliard	Pontarlier	Doubs	BFC
Inscrits à France Travail au 1er Trim. 2025					
Catégorie A (données CVS-CJO)	10 970	10 360	4 750	26 080	116 530
Evol. (en %) sur 1 Trim.	+11,7	+13,7	+8,0	+11,8	+9,7
Evol. (en %) sur 1 an	+19,5	+24,5	+23,1	+22,0	+15,3
Catégories ABC (données CVS-CJO)	18 910	16 740	8 080	43 730	209 170
Evol. (en %) sur 1 Trim.	+5,3	+7,1	+5,1	+6,0	+4,7
Evol. (en %) sur 1 an	+8,2	+13,0	+13,8	+11,0	+6,9
Inscrits depuis 1 an ou plus	7 860	7 290	3 000	18 150	88 850
Catégorie D (données CVS-CJO)	1 420	830	400	2 650	13 180
Catégorie E (données CVS-CJO)	930	920	680	2 530	12 790
Catégorie F (données brutes)	100	50	20	160	1 830
Catégorie G (données brutes)	2 790	2 580	390	5 740	26 090
Entrées dans les dispositifs au 1er Trim. 2025					
PEC	28	28	5	61	306
Cumul 2025	28	28	5	61	306
PACEA	229	204	60	493	2 538
Cumul 2025	229	204	60	493	2 538
CEJ	273	244	82	599	3 443
Cumul 2025	273	244	82	599	3 443
Apprentissage (secteur privé) au 4T2024	569	232	196	997	4 392
Cumul 2024	3 576	1 615	1 333	6 526	29 203
Recours à l'intérim au 4ème Trim. 2024					
Equivalent emplois à temps plein	2 860	3 040	1 120	7 020	31 790
Evol. (en %) sur 1 an	-9,2	-5,0	-6,7	-7,0	-6,2
Recours à l'activité partielle au 4ème Trim. 2024					
Heures indemnisées	25 854	105 572	7 599	139 025	290 313
Evol. (en nbre) sur 1 an	+1 250	+20 199	-9 580	+11 869	-46 406
Embauches et départs au 4ème Trim. 2024					
Embauches	21 138	8 537	7 308	36 983	174 705
Evol. (en %) sur 1 an	+2,4	-2,5	+8,4	+2,3	+0,7
Départs	21 358	9 083	7 297	37 738	181 050
Evol. (en %) sur 1 an	+1,4	-3,4	+16,2	+2,7	+1,2
Démographie - Population active (RP 2021)					
Population totale	253 510	175 505	118 081	547 096	2 800 194
Evol. 2021/2015	+1,9	-0,8	+6,0	+1,9	-0,7
Actifs de 15 à 64 ans	116 490	76 761	61 649	254 900	1 254 914
Evol. 2021/2015	+1,1	-2,8	+5,8	+1,0	-1,9
Actifs en emploi de 15 à 64 ans	103 960	66 381	56 870	227 210	1 119 353
Evol. 2021/2015	+3,5	-0,1	+6,7	+3,2	+0,5
Structure de l'emploi salarié total fin 2022					
Source : Insee-Flores					
Nombre de salariés	105 887	53 961	30 685	190 533	957 204
Part (en %) dans :					
Agriculture	1,0	0,5	1,8	1,0	1,9
Secteur public	31,5	16,6	18,9	25,2	25,2
Secteur privé (hors agriculture) :	67,5	82,9	79,3	73,8	72,9
Industrie	14,1	32,3	21,9	11,9	17,7
Construction	4,5	5,6	8,0	5,4	5,8
Commerce	11,4	10,9	17,8	12,3	13,6
Services marchands	26,3	23,7	21,2	33,3	24,9
Services non marchands	11,2	10,4	10,4	10,9	11,0